

Transformations numériques au Maroc : dynamiques de liberté et d'aliénation dans un contexte de risques sociétaux

Hanane Barradi

h.barradi@uca.ac.ma

Université Cadi Ayyad de Marrakech - Maroc

Mots clés

Transformation numérique
Risques sociétaux
liberté numérique
Aliénation
Maroc

Résumé

Le déploiement des technologies numériques au Maroc s'inscrit dans une transformation rapide des dynamiques sociales, économiques et informationnelles. À partir d'une analyse secondaire fondée sur la triangulation de données issues de sources nationales et internationales (ANRT, HCP, ADD, We Are Social, DataReportal), cette étude examine les tendances structurelles d'équipement et d'usage, ainsi que les tensions entre élargissement des capacités communicationnelles et exposition à des vulnérabilités sociétales. Les résultats mettent en évidence la consolidation de l'accès à Internet, la centralité du smartphone et l'intensification des usages des plateformes, associées à une recomposition des pratiques d'information, de participation et de consommation. Parallèlement, l'analyse souligne des enjeux liés à la dépendance aux écrans, à la protection des données et à la persistance de disparités d'accès et de compétences. L'article propose ainsi une lecture intégrée de la transition numérique marocaine, en montrant que l'extension des usages s'accompagne de dépendances infrastructurelles et de défis de gouvernance des environnements numériques.

Digital transformations in Morocco: dynamics of freedom and alienation in a context of societal risks

Hanane Barradi

h.barradi@uca.ac.ma

Cadi Ayyad University in Marrakech - Morocco

Key words

Digital transformation
Societal risks
Digital freedom
Alienation
Morocco.

Abstract

The deployment of digital technologies in Morocco is part of a rapid transformation of social, economic, and informational dynamics. Based on a secondary analysis grounded in the triangulation of data from national and international sources (ANRT, HCP, ADD, We Are Social, DataReportal), this study examines structural trends in digital access and usage, as well as the tensions between the expansion of communicative capacities and exposure to societal vulnerabilities. The findings highlight the consolidation of Internet access, the centrality of the smartphone, and the intensification of platform use, all of which are associated with a reconfiguration of informational practices, social participation, and consumption patterns. At the same time, the analysis underscores emerging challenges related to screen dependency, data protection, and persistent inequalities in access and digital skills. The article offers an integrated interpretation of Morocco's digital transition, showing that the expansion of digital uses is accompanied by infrastructural dependencies and governance challenges within contemporary digital environments.

Introduction

Les transformations numériques contemporaines ne se réduisent pas à une modernisation technique des infrastructures communicationnelles ; elles participent d'une reconfiguration profonde des rapports sociaux, des régimes de visibilité et des modalités d'exercice du pouvoir. L'extension des dispositifs connectés, l'intermédiation algorithmique et l'intensification de la production de données inscrivent les sociétés dans des environnements informationnels marqués par la traçabilité, la plateforme et la dépendance aux architectures techniques (Deschamps, 2019 ; Artiguelong, 2021). Dans ce cadre, le numérique constitue à la fois un vecteur d'élargissement des capacités communicationnelles et un opérateur de nouvelles formes de régulation et de vulnérabilité.

La littérature internationale a largement analysé cette ambivalence. D'une part, les technologies numériques favorisent l'accès à l'information, la diversification des espaces publics et la participation sociale élargie (Nguyen & Lethiais, 2016). D'autre part, elles s'accompagnent d'une intensification des mécanismes de collecte et de traitement des données, d'une dépendance accrue aux plateformes et d'une exposition croissante aux risques informationnels et sociaux. Cette tension s'inscrit dans un contexte marqué par des crises sanitaires, économiques et médiatiques qui redéfinissent les conditions de circulation de l'information et accentuent les dynamiques de polarisation et de précarisation.

Toutefois, ces analyses demeurent majoritairement centrées sur des contextes nord-américains et européens. Les sociétés du Sud global, caractérisées par des transitions numériques rapides articulées à des disparités socio-économiques persistantes, restent encore insuffisamment examinées à partir d'une approche intégrée combinant analyse empirique et conceptualisation des risques sociétaux. Le cas marocain offre, à cet égard, un terrain heuristique pertinent. Il conjugue une progression soutenue du taux de pénétration d'Internet, une diffusion massive des smartphones et une stratégie étatique affirmée de digitalisation, notamment à travers « Maroc Digital 2030 » , avec des inégalités territoriales et sociales structurelles. La pandémie de Covid-19 a par ailleurs accéléré l'intégration des dispositifs numériques dans les sphères éducative, administrative et professionnelle, renforçant leur centralité dans l'organisation sociale.

Dans cette perspective, la présente recherche propose d'analyser la transition numérique au Maroc comme un processus de recomposition des rapports entre autonomie communicationnelle et risques sociétaux. Elle s'inscrit dans une approche qui considère le numérique comme un dispositif structurant des relations sociales, susceptible de produire simultanément des dynamiques d'émancipation et des mécanismes d'aliénation technologique. L'objectif est d'identifier les modalités par lesquelles l'expansion des usages numériques redéfinit les conditions d'exercice des libertés communicationnelles tout en générant de nouvelles vulnérabilités informationnelles et sociales.

La question centrale qui guide cette étude est la suivante : comment l'essor des usages numériques au Maroc reconfigure-t-il les formes de participation sociale et les mécanismes de dépendance technologique dans un contexte de crises multiples ?

Pour y répondre, l'article mobilise une analyse secondaire fondée sur la triangulation de données issues d'enquêtes nationales et internationales relatives à l'équipement, aux usages et aux perceptions du numérique. L'approche comparative adoptée vise à dépasser une lecture descriptive des indicateurs pour mettre en évidence les tensions structurelles qui caractérisent l'adoption et l'appropriation des technologies numériques dans la société marocaine.

Cette recherche apporte une double contribution. D'une part, elle propose une lecture intégrée des transformations numériques au Maroc en articulant données empiriques récentes et conceptualisation des risques sociétaux. D'autre part, elle contribue aux travaux sur le numérique dans le Sud global en montrant comment la rapidité de la transition technologique, combinée à des disparités structurelles, produit une configuration spécifique d'ambivalence entre extension des capacités communicationnelles et exposition aux vulnérabilités.

Deux hypothèses structurent l'analyse. La première avance que la généralisation des usages numériques reconfigure les modalités de participation sociale et d'accès à l'information, en élargissant les espaces d'expression et d'interaction. La seconde postule que cette reconfiguration s'accompagne d'une intensification des mécanismes de dépendance aux plateformes et de collecte de données, susceptibles de transformer les conditions d'autonomie individuelle et de cohésion sociale.

Liberté et aliénation numériques : reconfiguration des capacités et des risques

Les transformations numériques contemporaines reconfigurent les conditions d'exercice des libertés individuelles en les inscrivant dans des environnements sociotechniques caractérisés par la centralité des réseaux, la production continue de données et l'intermédiation algorithmique. Dans la perspective des théories de la modernité réflexive (Giddens, 1991) et de la société du risque (Beck, 1986), ces mutations technologiques ne constituent pas de simples innovations techniques, mais des recompositions structurelles des rapports sociaux et des formes de pouvoir.

Liberté numérique et espace public en réseau

La liberté dans les sociétés contemporaines est indissociable des conditions d'accès à l'espace public. Les travaux de Habermas (1962) ont montré que la formation de l'opinion publique repose sur des structures médiatiques spécifiques. Dans les environnements numériques, ces structures sont profondément transformées. Les réseaux numériques constituent de nouveaux espaces de communication, que Castells (2009) qualifie de « networked public sphere », où les flux d'information circulent selon des logiques décentralisées. La liberté numérique peut ainsi être appréhendée comme la capacité d'accéder aux réseaux, de produire des contenus et de participer aux échanges publics en ligne. Toutefois, ces espaces sont organisés par des plateformes privées dont les architectures techniques et algorithmiques structurent la visibilité et la circulation des contenus (Cardon, 2010). La liberté d'expression numérique s'exerce donc dans des environnements régulés par des logiques économiques et techniques spécifiques.

Données, surveillance et gouvernamentalité numérique

La centralité des données constitue un élément structurant de la transformation numérique. Les interactions en ligne génèrent des traces qui peuvent être collectées, analysées et monétisées. Dans cette perspective, Zuboff (2019) décrit l'émergence d'un « capitalisme de surveillance » fondé sur l'extraction et l'exploitation des données comportementales. Lyon (2007) souligne quant à lui que les sociétés contemporaines sont marquées par une intensification des pratiques de surveillance, rendues possibles par les infrastructures numériques.

Ces dynamiques peuvent être analysées à la lumière de la notion de gouvernementalité développée par Foucault (1978), qui permet de penser les dispositifs de pouvoir à travers lesquels les comportements sont orientés et régulés. La liberté numérique apparaît ainsi insérée dans des régimes de production et de gestion des données qui redéfinissent les conditions d'autonomie individuelle.

L'identité numérique, comprise comme ensemble de traces et de représentations produites dans les environnements connectés, participe de cette reconfiguration. En mobilisant les travaux de Goffman (1959) sur la présentation de soi, on peut considérer que la visibilité numérique constitue un espace où les individus négocient leur image tout en étant inscrits dans des dispositifs techniques qui enregistrent et catégorisent leurs interactions.

Aliénation numérique et reconfiguration des rapports de pouvoir

Le concept d'aliénation, tel qu'élaboré dans les Manuscrits de 1844 par Karl Marx, désigne un processus par lequel les individus sont séparés des conditions de production et de maîtrise de leur propre activité. Dans les sociétés industrielles, cette séparation concernait principalement le travail et les moyens de production. Dans les environnements numériques contemporains, cette logique se déplace vers les infrastructures informationnelles et les architectures techniques qui structurent l'accès à l'espace public, aux ressources cognitives et aux interactions sociales.

La transformation numérique ne peut être comprise uniquement comme une extension des capacités communicationnelles. Elle constitue une reconfiguration des rapports de pouvoir. Les dispositifs numériques organisent la circulation des informations, hiérarchisent la visibilité des contenus et encadrent les modalités d'interaction. Dans la société en réseau décrite par Castells (2009), le pouvoir s'exerce à travers la capacité à programmer les flux informationnels et à contrôler les réseaux. L'aliénation numérique peut ainsi être analysée comme une dissociation entre l'utilisateur et les logiques algorithmiques qui structurent son environnement informationnel.

Cette dissociation prend une forme spécifique dans ce que Zuboff (2019) qualifie de capitalisme de surveillance. Les activités en ligne génèrent des données comportementales qui sont extraites, analysées et intégrées à des modèles prédictifs. L'individu participe ainsi à la production de

valeur sans maîtriser les processus de captation et de traitement qui transforment ses comportements en ressources économiques. Cette dynamique prolonge la problématique marxienne : l'aliénation ne concerne plus seulement le produit du travail, mais également les traces informationnelles produites par l'activité sociale.

L'analyse foucauldienne de la gouvernementalité (Foucault, 1978) permet d'éclairer un autre versant du phénomène. Les dispositifs numériques ne se contentent pas d'extraire des données ; ils orientent les conduites par l'architecture des interfaces, les systèmes de recommandation et les mécanismes de classement. Le pouvoir algorithmique agit moins par contrainte directe que par modulation des possibles. L'aliénation numérique peut alors être pensée comme une réduction indirecte de l'autonomie décisionnelle à travers des environnements sociotechniques configurés par des rationalités économiques et techniques.

Ces dynamiques s'inscrivent dans la perspective de la société du risque formulée par Beck (1986). La modernité avancée produit des risques structurels liés à ses propres systèmes d'organisation. Dans le contexte numérique, ces risques prennent la forme de vulnérabilités informationnelles, de dépendance infrastructurelle et de concentration du pouvoir dans les grandes plateformes. La fracture numérique, analysée par van Dijk (2005), révèle que ces risques sont distribués de manière inégale, en fonction des ressources matérielles, des compétences et des positions sociales.

L'aliénation numérique ne doit donc pas être interprétée comme une pathologie individuelle ou comme un simple excès d'usage technologique. Elle renvoie à une configuration structurelle dans laquelle les conditions d'exercice de la liberté sont médiatisées par des architectures techniques dont la logique échappe largement aux utilisateurs. La tension entre extension des capacités communicationnelles et intégration croissante dans des dispositifs de captation et de régulation constitue ainsi une caractéristique centrale des sociétés connectées.

Au-delà de la mobilisation des cadres classiques de la société en réseau, de la gouvernementalité et de la société du risque, cette analyse propose de conceptualiser l'aliénation numérique contemporaine comme une aliénation infrastructurelle. Contrairement à l'aliénation industrielle, centrée sur la séparation du travailleur et du produit de son travail, l'aliénation infrastructurelle se manifeste par la dépendance structurelle aux architectures techniques qui conditionnent

l'accès à l'espace public, à l'information et aux services essentiels. Dans ce modèle, la liberté numérique ne disparaît pas ; elle est médiatisée, modulée et rendue possible par des infrastructures dont la logique économique et algorithmique échappe largement aux usagers.

Cette perspective permet de dépasser une opposition binaire entre émancipation et domination en montrant que les capacités communicationnelles accrues et les vulnérabilités informationnelles procèdent d'un même agencement sociotechnique. L'originalité de cette approche réside ainsi dans l'articulation entre extension des libertés communicationnelles et production simultanée de dépendances structurelles, dans des contextes nationaux marqués par des transitions numériques rapides et des disparités socio-économiques persistantes.

Les outils numériques au Maroc : expansion infrastructurelle et dynamiques d'usage dans un contexte de crises

Corpus, sources et cadre méthodologique

La présente section repose sur une exploitation secondaire de données issues de sources institutionnelles nationales et internationales reconnues. Le corpus comprend les rapports annuels de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), l'Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages (HCP, 2022), les publications de l'Agence de Développement du Digital (ADD), ainsi que les bases de données comparatives internationales telles que le *Digital Report* (We Are Social & Meltwater, 2024).

Ces sources ont été retenues en raison de leur représentativité nationale, de leur fiabilité institutionnelle et de la comparabilité temporelle des indicateurs qu'elles produisent. Elles couvrent des dimensions complémentaires : l'équipement en infrastructures numériques, les usages sociaux et informationnels, ainsi que certains indicateurs relatifs à l'intégration économique du numérique.

La sélection de ces données permet d'inscrire l'étude dans une perspective diachronique, en observant l'évolution des indicateurs d'accès et d'usage sur plusieurs années, notamment avant, pendant et après la crise sanitaire de la Covid-19. Il convient toutefois de préciser que ces sources reposent majoritairement sur des indicateurs quantitatifs d'équipement et d'usage

déclaratif ; elles ne permettent pas d'appréhender directement les dimensions qualitatives de l'appropriation ou les effets différenciés selon les positions sociales.

L'approche méthodologique adoptée repose sur la comparaison des indicateurs issus de ces différentes sources et sur la triangulation des données. La comparaison vise à examiner la cohérence des tendances observées entre institutions distinctes, tandis que la triangulation permet de renforcer la robustesse descriptive en croisant des données produites selon des protocoles méthodologiques différents.

Tableau 1. Synthèse des enquêtes utilisées

Source	Année	Thème principal	Taille de l'échantillon	Type de données
ANRT	2023	Équipement et usages des TIC	Nationale	Quantitative
HCP	2022	Niveau de vie des ménages	Nationale	Quantitative
We Are Social	2024	Usage des réseaux sociaux	Internationale	Quantitative
ADD & Oxford Group	2023	Impact économique des outils numériques	Nationale/Internationale	Mixte

Pour analyser ces données, deux techniques principales ont été employées : l'analyse comparative et la triangulation des données. L'analyse comparative consiste à confronter les résultats de plusieurs enquêtes afin d'identifier des variations ou des similitudes dans l'adoption et l'utilisation des technologies numériques. Par exemple, elle permet d'évaluer comment l'utilisation des réseaux sociaux diffère selon des critères tels que l'âge, le genre ou la localisation géographique, mettant en évidence des tendances significatives.

La triangulation des données, quant à elle, vise à renforcer la fiabilité des conclusions en croisant plusieurs sources d'information, ce qui permet d'obtenir une perspective plus complète et nuancée.

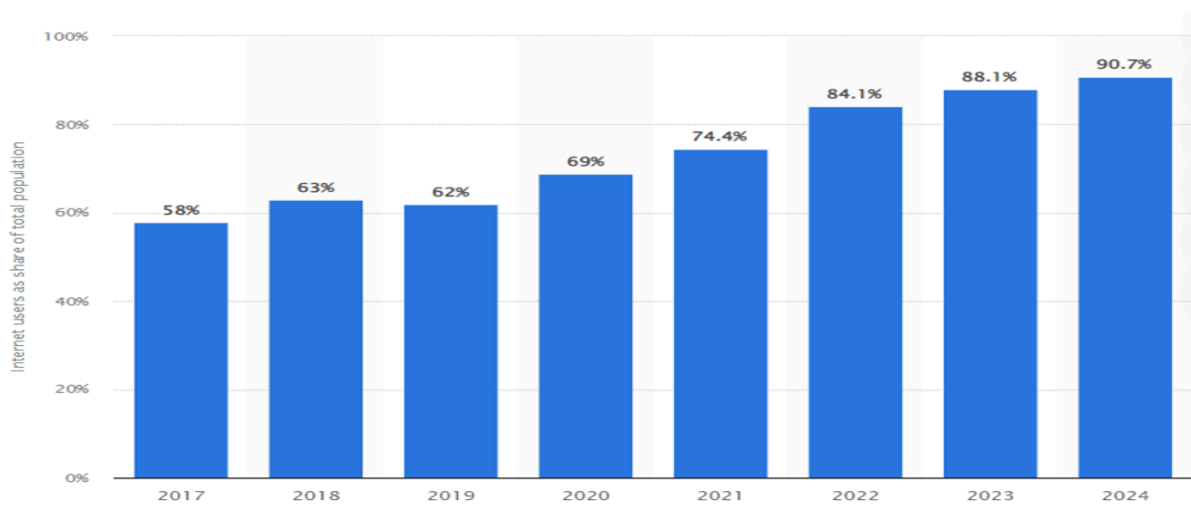
Dynamique d'accès et intensification des usages numériques

Les données disponibles attestent d'une transformation structurelle et accélérée de l'environnement numérique marocain au cours des deux dernières décennies. Alors que le taux de pénétration d'Internet demeurait inférieur à 1 % au début des années 2000, les estimations les plus récentes situent ce taux entre 90 % et 92 % selon les sources statistiques mobilisées (ANRT, Statista, DataReportal, 2024–2025). Cette évolution témoigne d'un processus de diffusion technologique particulièrement rapide, inscrit dans un contexte de modernisation des infrastructures télécoms et de politiques publiques orientées vers la transition numérique.

La progression observée s'explique par plusieurs facteurs convergents : l'extension continue des réseaux haut débit, le déploiement successif des technologies 3G puis 4G, l'introduction progressive de la 5G, ainsi que la baisse relative des coûts d'accès aux terminaux et aux services mobiles. À cela s'ajoute une dynamique de massification du smartphone, devenu le principal point d'entrée vers les services numériques et favorisant une connectivité individualisée et mobile.

Comme l'illustre la Figure 1, le taux de pénétration d'Internet a connu une croissance soutenue, particulièrement marquée à partir du milieu des années 2010, traduisant une généralisation rapide de l'accès au réseau et une intégration croissante d'Internet dans les pratiques quotidiennes, professionnelles et éducatives.

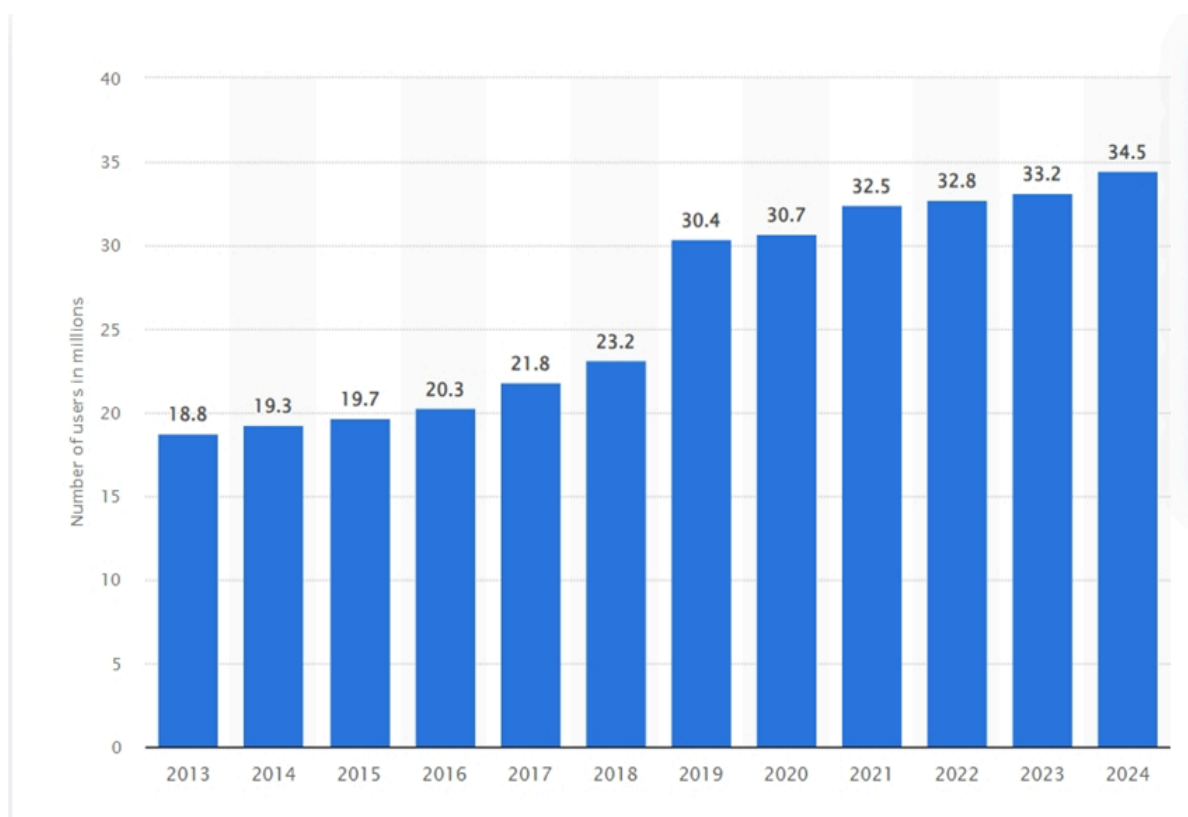
Figure 1. Le taux de pénétration d'Internet au Maroc



Source : Statista (2024)

Parallèlement, le nombre absolu d'internautes a augmenté de manière continue. Il est estimé à environ 34,5 millions en janvier 2024, contre 33,2 millions l'année précédente, et à près de 35,5 millions en 2025 selon les estimations internationales récentes (Statista, 2024 ; DataReportal, 2025). La Figure 2 met en évidence cette croissance régulière sur la période 2013–2024, confirmant la consolidation d'une connectivité désormais quasi généralisée à l'échelle nationale.

Figure 2. Nombre d'internautes au Maroc de 2013 à 2024



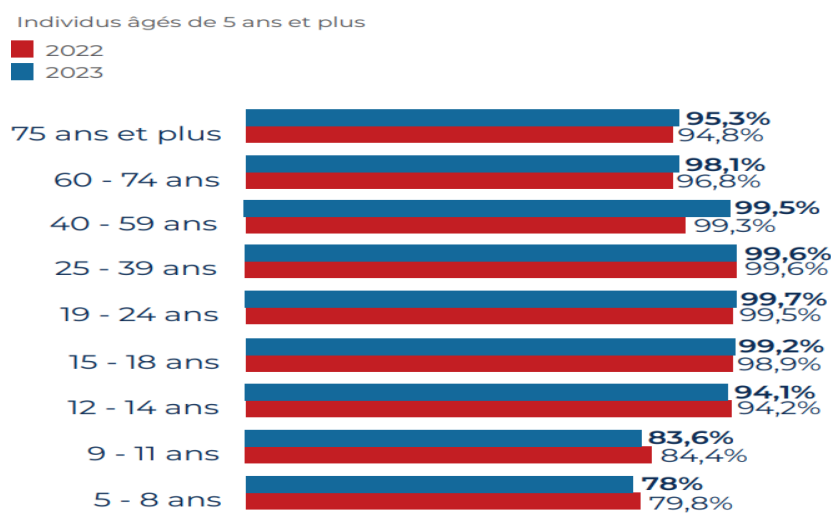
Source : Statista (2024)

Il convient toutefois de souligner que les écarts observés entre les indicateurs tiennent aux méthodologies employées par les institutions productrices de données. Certaines estimations reposent sur la population totale, tandis que d'autres s'appuient sur les individus âgés de 5 ans et plus ; de même, les enquêtes nationales diffèrent des agrégations issues de sources internationales. Ces variations invitent à adopter une lecture critique et contextualisée des taux de pénétration, en tenant compte des cadres statistiques mobilisés.

Dans l'ensemble, ces éléments suggèrent un déplacement progressif du débat : la question de l'accès, longtemps centrale dans l'analyse de la fracture numérique, tend à s'atténuer au profit d'enjeux liés à l'intensité, à la qualité et aux modalités d'usage. Dans ce contexte, la diffusion du smartphone constitue un élément structurant de l'intensification des pratiques numériques. Comme l'illustre la Figure 3, le taux d'équipement varie selon les tranches d'âge, avec des niveaux particulièrement élevés chez les jeunes adultes. Cette centralité du mobile contribue à

redéfinir les conditions d'accès à l'espace public numérique, en renforçant la dépendance à des dispositifs techniques privés.

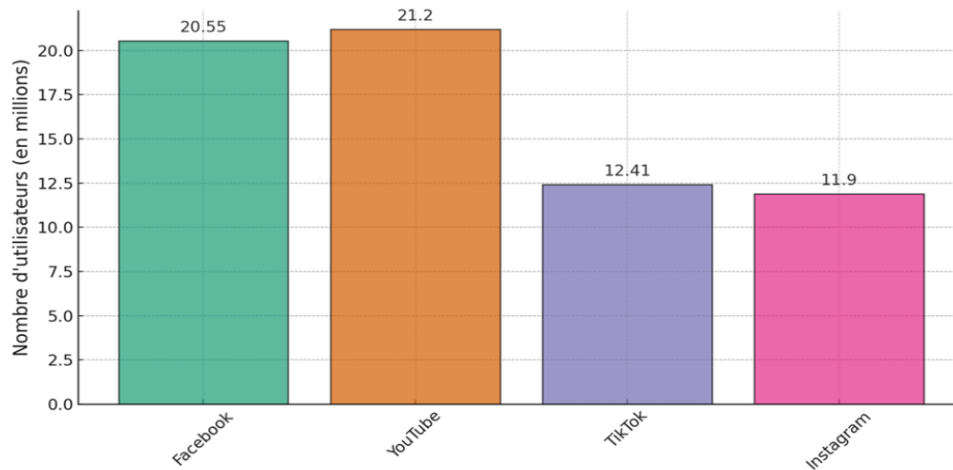
Figure 3. Équipement en smartphone par âge au Maroc



Source : ANRT (2024)

Cette diffusion du smartphone accompagne la normalisation des usages sociaux en ligne. Les réseaux sociaux occupent désormais une position dominante dans l'écosystème numérique national. Les plateformes telles que Facebook, WhatsApp, Instagram et YouTube figurent parmi les plus utilisées, avec une fréquence d'usage quotidienne élevée, notamment chez les 18–34 ans (We Are Social, 2024 ; DataReportal, 2025). La Figure 4 met en évidence l'ampleur de la participation aux réseaux sociaux en 2024, confirmant la généralisation des interactions médiatisées dans les pratiques relationnelles et informationnelles.

Figure 4. Utilisateurs de réseaux sociaux numériques au Maroc 2024



Source : We are Social

Cette évolution témoigne d'une centralité croissante des plateformes numériques dans l'organisation des interactions sociales. Les échanges interpersonnels, la circulation de l'information et la diffusion de contenus s'effectuent désormais majoritairement par l'intermédiaire d'environnements numériques structurés par des acteurs privés globaux. Dans ce contexte, les réseaux sociaux dépassent leur fonction initiale de sociabilité informelle pour devenir des espaces hybrides, à la fois relationnels, informationnels et économiques, où se combinent production de contenus, visibilité publique et interactions marchande

L'essor des créateurs de contenu et des influenceurs numériques constitue un prolongement direct de la généralisation des plateformes sociales. Ces acteurs participent à l'émergence de nouvelles formes d'activité économique reposant sur la production de contenus, la visibilité en ligne et la valorisation de l'audience. Les plateformes deviennent ainsi des espaces à la fois relationnels et économiques, mobilisés pour le marketing, la communication institutionnelle et la promotion commerciale.

Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus large d'intégration du numérique dans les pratiques économiques. La progression du commerce en ligne et le développement d'activités liées aux services numériques traduisent une diversification des opportunités professionnelles et entrepreneuriales. Dans ce contexte, les environnements numériques ne constituent plus

seulement des outils de communication, mais également des supports d'activité et de création de valeur.

Les enquêtes internationales indiquent d'ailleurs que les compétences numériques sont perçues comme déterminantes pour l'insertion professionnelle future (OIT, 2022). Cette perception confirme que la transition numérique dépasse la simple dimension technique de l'équipement pour s'inscrire dans une transformation plus large des trajectoires professionnelles et des formes d'employabilité.

Toutefois, cette intensification des usages s'accompagne de questionnements. La centralité croissante des plateformes dans les interactions sociales et économiques soulève des enjeux relatifs à la protection des données personnelles, à la régulation des contenus et à la cybersécurité. Par ailleurs, l'augmentation du temps consacré aux environnements numériques et la place dominante des réseaux sociaux dans les pratiques quotidiennes alimentent les débats sur les effets sociaux et psychologiques d'une connectivité permanente.

Ainsi, la diffusion du smartphone et la montée en puissance des réseaux sociaux traduisent moins une simple augmentation quantitative des usages qu'une transformation progressive des modes d'interaction, d'information et de participation économique au sein de la société marocaine. Les données publiées en 2025 par DataReportal dans le *Digital 2026 Report* confirment la consolidation de la transformation numérique au Maroc. Le nombre d'internautes est estimé à environ 35,5 millions, soit un taux de pénétration proche de 92 % de la population nationale. Ce niveau de connectivité traduit une diffusion avancée des infrastructures numériques et une intégration structurelle d'Internet dans les sphères sociales, éducatives et économiques. L'usage des réseaux sociaux s'inscrit dans cette dynamique d'expansion. Les estimations pour 2025 indiquent qu'une part majoritaire de la population dispose d'au moins un compte actif sur une plateforme sociale, avec des niveaux d'engagement particulièrement élevés parmi les jeunes adultes. La fréquence d'utilisation quotidienne soutenue suggère que ces plateformes occupent désormais une place centrale dans les pratiques de communication interpersonnelle, d'accès à l'information et de production de contenus. Cette intensification des usages se reflète également dans les comportements économiques. Le commerce électronique connaît une progression continue : selon les données du Centre Monétique Interbancaire (CMI), les transactions en ligne

ont enregistré une hausse significative en 2022, estimée à près de 30 %. Des plateformes telles que Jumia et Hmizate illustrent l'intégration croissante des achats en ligne dans les pratiques de consommation. Par ailleurs, le temps consacré à Internet demeure important, avec une moyenne estimée à environ trois heures quotidiennes, principalement consacrées à la consommation de contenus audiovisuels, au streaming musical et aux jeux numériques. Ces éléments traduisent une recomposition progressive des pratiques culturelles et récréatives au profit d'environnements numériques.

Dans le prolongement de ces transformations, les plateformes numériques interviennent également dans les dynamiques d'expression publique et de mobilisation collective. Les travaux consacrés aux mobilisations sociales au Maroc ont montré que des plateformes telles que Facebook ou YouTube ont pu servir de supports organisationnels et informationnels, notamment lors du Hirak du Rif (Taïbi et al., 2020 ; Raqi, 2019). Les données récentes confirment ainsi la centralité des infrastructures numériques dans les processus contemporains de circulation de l'information et de participation citoyenne.

Cependant, l'expansion des usages s'accompagne de préoccupations sociales croissantes. Un rapport du Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Social (2022) indique qu'environ 35 % des parents expriment des inquiétudes quant à l'usage excessif des écrans par leurs enfants. Cette perception renvoie à une problématique plus large relative à l'intensification des pratiques numériques chez les publics juvéniles.

Les recherches empiriques menées au Maroc (Belbachir et al., 2023) identifient des indicateurs de dépendance numérique chez une proportion non négligeable d'élèves âgés de 9 à 14 ans. Selon cette étude, 27 % de l'échantillon présente un profil compatible avec une dépendance avérée, tandis que 73 % manifestent au moins un indicateur de dépendance mesuré par l'échelle utilisée. Les élèves concernés déclarent une consommation régulière de différents supports numériques, avec une prédominance du téléphone portable et de la télévision. L'exposition à des contenus violents apparaît également élevée, indépendamment du statut de dépendance.

Plusieurs facteurs contribuent à cette intensification des usages. La démocratisation du smartphone, l'accessibilité accrue aux connexions mobiles et la continuité des environnements numériques favorisent une immersion prolongée. La période de confinement liée à la pandémie

de Covid-19 a accentué cette tendance, avec une augmentation estimée à près de 50 % du temps d'exposition aux écrans chez les jeunes, consolidant des habitudes numériques intensives.

À l'échelle internationale, les données de l'Organisation mondiale de la santé indiquent une progression de l'usage problématique des réseaux sociaux chez les adolescents, passant de 7 % en 2018 à 11 % en 2022, avec des corrélations observées entre usage excessif et altération du bien-être psychologique. Ces éléments permettent de situer le cas marocain dans une dynamique plus large d'intensification globale des pratiques numériques.

Dans ce contexte, la dépendance aux écrans ne saurait être appréhendée uniquement comme un comportement individuel isolé. Elle s'inscrit dans un environnement caractérisé par une connectivité généralisée, une forte présence des plateformes et une disponibilité permanente des contenus. Dès lors, les enjeux se déplacent progressivement de la question de l'accès vers celle des modalités d'usage, de régulation et d'accompagnement des pratiques numériques, notamment chez les jeunes publics.

Discussion

Les résultats présentés permettent de dépasser une lecture strictement descriptive des indicateurs d'équipement et d'usage pour inscrire la transition numérique marocaine dans une dynamique socio-technique plus large. L'augmentation rapide du taux de pénétration d'Internet, la centralité du smartphone et la généralisation des plateformes sociales ne constituent pas uniquement des signaux de modernisation infrastructurelle ; elles traduisent une reconfiguration des conditions d'exercice de la participation sociale, de la visibilité publique et de l'autonomie communicationnelle.

Les données empiriques confirment tout d'abord que la diffusion des technologies numériques contribue à élargir les espaces d'expression et les modalités de participation. La quasi-généralisation de l'accès à Internet et la centralité des réseaux sociaux ont favorisé l'intégration du numérique dans les pratiques informationnelles quotidiennes. Les plateformes jouent désormais un rôle structurant dans la circulation de l'information, les interactions interpersonnelles et les dynamiques collectives. Dans la perspective de la « networked public sphere » (Castells, 2009), le cas marocain illustre une extension des capacités

communicationnelles rendue possible par la connectivité mobile. Les mobilisations observées lors de certaines crises sociales confirment que les plateformes peuvent constituer des supports organisationnels et informationnels, contribuant à la pluralisation des canaux d'expression.

Toutefois, cette extension des capacités ne doit pas être interprétée comme une transformation homogène. Les écarts générationnels et territoriaux persistants rappellent que la généralisation de l'accès ne supprime pas les asymétries de compétences, de capital culturel et de maîtrise des environnements numériques. La liberté numérique apparaît ainsi conditionnée par la capacité effective à s'approprier les dispositifs techniques.

Parallèlement, les résultats soutiennent l'hypothèse d'une intensification des dépendances aux plateformes et aux infrastructures numériques. L'augmentation du temps passé en ligne, la concentration des interactions sur des plateformes globalisées et les indicateurs de dépendance observés chez les publics juvéniles témoignent d'une intégration croissante dans des environnements sociotechniques structurés par des logiques économiques et algorithmiques. L'autonomie communicationnelle offerte par la connectivité s'exerce ainsi dans des espaces régulés par des architectures techniques dont les mécanismes de hiérarchisation, de recommandation et de collecte de données échappent largement aux usagers.

Les préoccupations parentales relatives à l'usage excessif des écrans, les indicateurs de dépendance mesurés chez les jeunes et les enjeux de cybersécurité illustrent la dimension sociétale de cette dépendance. L'aliénation numérique ne se manifeste pas uniquement sous la forme d'un excès d'usage individuel ; elle renvoie à une dépendance structurelle aux infrastructures numériques pour l'accès à l'information, aux services et aux interactions sociales.

Ces éléments suggèrent un déplacement de la problématique centrale. Alors que la fracture numérique était historiquement pensée en termes d'accès matériel aux infrastructures, les données actuelles indiquent que l'enjeu se situe désormais au niveau de la qualité des usages, des modalités de régulation et de la gouvernance des plateformes. La transition numérique marocaine s'inscrit ainsi dans une configuration ambivalente : d'un côté, une expansion rapide des opportunités économiques, informationnelles et communicationnelles ; de l'autre, une exposition accrue à des risques informationnels, psychosociaux et structurels. Cette tension rejoint les analyses de la société du risque (Beck, 1986), selon lesquelles la modernité avancée produit des

vulnérabilités issues de ses propres dynamiques de développement. Dans le cas marocain, cette configuration illustre une modernité accélérée où la production de risques accompagne simultanément la diffusion technologique.

Enfin, l'intérêt du cas marocain réside dans l'articulation entre une diffusion technologique rapide et un contexte marqué par des transitions économiques et sociales en cours. Contrairement aux trajectoires observées dans les pays industrialisés, où la digitalisation s'est opérée de manière plus progressive, le Maroc connaît une phase de massification accélérée des usages, notamment mobiles. Cette temporalité comprimée peut accentuer les tensions entre appropriation sociale, régulation institutionnelle et gouvernance des données. La stratégie « Maroc Digital 2030 » illustre la volonté institutionnelle d'accompagner cette transition ; néanmoins, les résultats suggèrent que la consolidation infrastructurelle doit être articulée à des politiques renforçant l'éducation aux médias, la protection des données et l'encadrement des environnements numériques.

Conclusion

Cette étude met en évidence l'ampleur et la rapidité de la transformation numérique au Maroc au cours des deux dernières décennies. La diffusion quasi généralisée d'Internet, la centralité du smartphone et l'intensification des usages des réseaux sociaux traduisent une intégration structurelle des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques sociales, économiques et informationnelles. Les données analysées montrent que la problématique de l'accès tend progressivement à céder la place à des enjeux liés à la qualité, à l'intensité et aux modalités d'usage.

L'extension des plateformes numériques a contribué à reconfigurer les dynamiques d'interaction, les circuits de consommation et les formes de participation publique. Le développement du commerce électronique, l'émergence de nouvelles activités économiques liées aux environnements numériques et l'usage des plateformes dans les dynamiques de mobilisation illustrent l'inscription du numérique dans les processus contemporains de transformation sociale. Dans le même temps, l'intensification des pratiques en ligne soulève des questionnements relatifs à la régulation des contenus, à la protection des données personnelles et aux effets psychosociaux d'une connectivité permanente, en particulier chez les publics juvéniles.

L'analyse met ainsi en évidence une transition numérique caractérisée par une double dynamique : expansion des opportunités socio-économiques et émergence de nouveaux défis en matière de gouvernance des usages. Dans ce contexte, les politiques publiques, notamment à travers les orientations stratégiques telles que « Maroc Digital 2030 », s'inscrivent dans un environnement où la consolidation des infrastructures doit être accompagnée d'une attention accrue portée aux compétences numériques, à l'inclusion et à l'encadrement des pratiques.

Cette recherche présente toutefois certaines limites. Elle repose principalement sur des données secondaires issues de rapports institutionnels et d'enquêtes existantes, dont les méthodologies peuvent varier. Les écarts observés entre certaines estimations soulignent la nécessité d'une harmonisation des indicateurs et d'une clarification méthodologique dans l'analyse des transformations numériques. Par ailleurs, la nature évolutive et rapide des technologies rend difficile une évaluation stabilisée de leurs effets à moyen et long terme.

Ces limites ouvrent des perspectives de recherche futures. Des investigations empiriques fondées sur des méthodologies mixtes, combinant approches quantitatives et qualitatives, permettraient d'approfondir l'analyse des pratiques numériques et de leurs implications sociales. Une approche comparative avec d'autres contextes nationaux présentant des trajectoires de digitalisation similaires pourrait également contribuer à situer les spécificités marocaines dans un cadre plus large. Une telle démarche offrirait des éléments d'analyse susceptibles d'éclairer les débats académiques et les orientations des politiques publiques dans un contexte de transformation numérique continue.

Références

- Alombert, A. (2023). *Schizophrénie numérique*. Éditions Allia.
- Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT). (2024). *Équipement et usages des TIC par les ménages et les individus (2024) : Synthèse – Brochure (FR)* [Rapport]. <https://anrt.ma/sites/default/files/2024-10/Synthe%CC%80se-Brochure-FR.pdf>
- Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT). (2025). *Enquête TIC 2024–2025* [Rapport]. <https://www.anrt.ma/sites/default/files/2025-10/Enqu%C3%AAte%20TIC%202024-2025.pdf>
- Belbachir, S. (2023). Addiction aux écrans chez le jeune enfant et ses effets sur le développement cognitif. *Journal Marocain des Sciences Médicales*, 23(1).
- Bernard, S. (2023). *UberUsés : Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*. Presses Universitaires de France.
- Brasseur, M., & Biaz, F. (2018). L'impact de la digitalisation des organisations sur le rapport au travail : entre aliénation et émancipation. *Question(s) de Management*, 21(2), 143–155. <https://doi.org/10.3917/qdm.182.0143>
- Deschamps de Paillette, T. (2019). Comprendre et vivre la révolution numérique : les enjeux sociétaux. *Vie sociale*, 28(4), 51–64. <https://doi.org/10.3917/vsoc.194.0051>
- Elhali, A., & al. (2022). La crise du COVID-19 : un élan à la transformation digitale au Maroc. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(2), 396–412.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2025). *Rapport des résultats de l'Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages 2022–2023* [Rapport]. https://www.hcp.ma/Rapport-des-resultats-de-l-Enquete-Nationale-sur-le-Niveau-de-Vie-des-Menages-2022-2023_a4062.html
- Kemp, S. (2025, 8 novembre). *Digital 2026: Morocco* [Rapport]. DataReportal. <https://datareportal.com/reports/digital-2026-morocco>
- Lethiais, V., & Roudaut, K. (2010). Les amitiés virtuelles dans la vie réelle : Profils, motifs et modalités de construction. *Réseaux*, 164(6), 13–49. <https://doi.org/10.3917/res.164.0013>
- Maiti, D., et al. (2019). Digitalisation and development: Issues for India and beyond. In *Digitalisation and Development* (pp. 3–29). Springer.
- Mohamed, A. (2023). *Impact de la digitalisation sur la croissance économique au Maroc*. hal-04134986.
- Nguyen, G. D., & Lethiais, V. (2016). Impact des réseaux sociaux sur la sociabilité : le cas de Facebook. *Réseaux*, 195(1), 165–195. <https://doi.org/10.3917/res.195.0165>

- Perea, F. (2010). L'identité numérique : De la cité à l'écran. Quelques aspects de la représentation de soi dans l'espace numérique. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2010(1), 144–159. <https://doi.org/10.3917/enic.010.0800>
- Raqui, O. (2019). *Representations of HIRAK Rif Discourse on Social Media: A Multimodal Critical Discourse Analysis*. Master's Thesis.
- Rouet, G. (2019). Les stéréotypes générationnels : fondements, limites et dangers. *Hermès, La Revue*, 83(1), 125–133. <https://doi.org/10.3917/herm.083.0125>
- Taïbi, et al. (2020). Les pratiques info-communicationnelles de la diaspora rifaine sur les réseaux socionumériques en situation de crise sociopolitique. *Technologie de l'information, société et culture*, 127.
- Taillefer, H. (2006). Deux révolutions de l'écrit : de l'imprimé au virtuel. *Postures*, 8.
- We Are Social, & Meltwater. (2024). *Digital 2024: Global overview report* [Rapport]. https://wearesocial.com/wp-content/uploads/2024/02/Digital_2024_Global.pdf